



La production porcine dans l'Union européenne



Espagne

La production porcine européenne est à la croisée des chemins. La société a des exigences qui, tout à la fois, supposent technicité et organisation de la filière, mais visent à une moindre concentration géographique. Il est attendu du modèle de production, en particulier en France, qu'il reste basé sur des exploitations familiales. Mais les grands élevages se développent et la part de l'intégration progresse fort sous l'impact du modèle espagnol.

D'ores et déjà, les contraintes de société sont à l'œuvre à l'intérieur de l'Union européenne. Elles freinent ou bloquent le développement de régions porcines, auparavant à forte croissance et vont générer des déplacements de production. Cet article fait le point sur la répartition des cheptels, sur le nombre et la dimension des élevages, sur le développement de la production et les logiques à l'œuvre dans les différents pays de l'UE.

Vis-à-vis des fournisseurs extérieurs à l'UE, il ne sera pas facile de tenir le même niveau d'exigences, tout en ouvrant les frontières dans le cadre de la libéralisation du commerce. Un prochain article présentera les échanges de viande de porc à l'intérieur de l'UE et avec les pays tiers.

La place du porc dans l'économie agricole de la communauté

La part de l'agriculture dans l'économie totale de l'Union européenne à 15 est de 1,5 % du Produit Intérieur Brute (PIB) en 1998. Selon les pays membres, elle varie de 0,4 % en Suède à 5,8 % en Grèce (Cf. tableau 1). En France, elle est de 1,8 %. Pourtant, la production agricole est, en volume, parmi les plus importantes de l'Europe. Mais, le poids des autres secteurs l'efface partiellement. C'est surtout le cas en Allemagne où l'agriculture représente seulement 0,8 % du Produit national. La part de l'agriculture dans l'économie est proche de 2% en Italie, au Danemark et aux Pays-Bas, ces deux derniers étant grands exportateurs de produits agricoles et de produits de l'industrie agroalimentaire.

Globalement dans l'Union européenne à 15, la production porcine représente près de 10 %

Tableau 1 : Place de l'agriculture dans l'économie et de la production porcine dans l'agriculture

Part de la production porcine dans l'agriculture		
	Part de l'agriculture dans le PIB (VAB/PIB*) (%)	Part de la production porcine dans l'agriculture (%)
Danemark	1,8	31,6
Belgique	1,0	21,1
Autriche	0,9	17,3
Portugal	1,9	16,2
Allemagne	0,8	13,2
Suède	0,4	12,5
Espagne	3,0	12,1
Finlande	0,6	11,0
Pays-Bas	2,5	10,7
Luxembourg	0,6	7,9
Royaume-Uni	0,5	7,2
Irlande	2,7	6,8
France	1,8	6,2
Italie	2,5	6,1
Grèce	5,8	2,9
Europe 15	1,5	10,0

* Valeur Agricole Brute, Produit Intérieur Brut

Source : Eurostat

Résumé

La production porcine occupe une place diverse dans l'économie et l'agriculture des États membres, ce qui peut entraîner attention et mobilisation différentes.

La disparité de répartition des cheptels se traduit par des bassins de densité extrêmement élevée et des zones de « désert porcin ». Les élevages sont nombreux et de dimension familiale, mais les plus grands progressent plus vite. L'intégration a trouvé un nouveau souffle en Espagne.

Au cours de la dernière décennie, la croissance de la production porcine de l'ensemble de l'UE a été modérée. Mais elle a beaucoup varié d'un pays ou d'une région à l'autre, créant des déplacements de production. Les contraintes renforcées de protection de l'environnement introduisent de nouvelles ruptures.

Jan-Peter VAN FERNEIJ
Michel RIEU



L'Union européenne à 15 est, avec 21 %, la deuxième région de production porcine dans le monde. La Chine est le premier producteur, représentant près de la moitié de la production mondiale (45 %).

de la production totale de l'agriculture en valeur. Au Danemark, en 1998, sa part est très importante (32 %). En Belgique, au Portugal et en Autriche, la production porcine représente plus de 15 % de la production agricole. Aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne, cette part se situe entre 10 et 15 %. Elle est nettement plus faible en France (6,2 %), qui est pourtant le troisième producteur de porc de l'Union européenne. En effet, l'agriculture française est très variée, constituée de nombreuses productions végétales et animales de grande importance (céréales, vin, fruits et légumes, viande bovine, produits laitiers, volaille,...).

Soumise aux fluctuations du prix du porc, la valeur de la production porcine dans l'agriculture nationale peut être assez variable d'une année sur l'autre.

Les effectifs porcins

Une croissance modeste pour l'Union européenne

L'Union européenne à 15 est, avec 21 %, la deuxième région de production porcine dans le monde. La Chine est le premier producteur, représentant près de la moitié de la production mondiale (45 %). Au troisième rang viennent l'Amérique du Nord, les Etats-Unis, le Canada

et le Mexique qui sont regroupés dans la zone de libre échange ALENA (Association Libre Echange Nord Américain). Leur part est de 13 % du total mondial.

Mais dans l'Union européenne, cette production est réalisée avec seulement 14 % des effectifs porcins mondiaux, contre 46 % en Chine et 9 % en Amérique du Nord. Cette différence indique un très bon niveau de productivité du cheptel par rapport à la moyenne des autres pays du monde.

Le cheptel porcine de la Communauté européenne a connu d'importants mouvements au cours des années 1990 (graphique 1) avec des évolutions diverses selon les pays. Ainsi, l'Espagne, le Danemark, la Belgique et la France ont fortement développé leurs effectifs en dix ans, tandis que les Pays-Bas, confrontés aux problèmes d'environnement, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont réduit leur cheptel.

A couverture géographique équivalente (les pays de la CEE à 12) la croissance du nombre de porcs a été limitée à 6 % entre 1990 et 1999. Evoluant de la CEE à 12 à l'UE à 15, le nombre d'animaux est passé de 110 millions de têtes en 1990 à 124 millions de têtes en 1999. Les deux élargissements ont eu des effets différents :

- L'unification allemande avec la RDA de 1990/91 a peu apporté. L'Est a souffert du passage brutal du régime socialiste à l'économie de marché et, par la suite, des problèmes de privatisation. Les changements ont entraîné un effondrement rapide des effectifs en RDA. En effet, entre 1989 et 1991, le nombre de porcs a été réduit de 61 %, passant de 12 à moins de 5 millions de têtes. Ensuite, le cheptel

tel a continué son recul, restant légèrement supérieur à 3 millions de porcs depuis 1994, soit seulement un quart des effectifs de 1990.

- L'élargissement de l'UE à l'Autriche, la Suède et la Finlande en 1995 a apporté 7 millions de porcs en plus au cheptel européen.

Divers problèmes sanitaires, en particulier le SDRP au début des années 1990 et l'épidémie de peste porcine classique en 1997 (aux Pays-Bas surtout, mais aussi en Allemagne, en Belgique et en Espagne) ont fortement bouleversé les filières européennes. Ainsi, les effectifs néerlandais ont beaucoup chuté en 1997. En même temps, la bonne conjoncture globale dans l'UE a relancé ou accéléré la croissance dans les autres pays membres.

Des évolutions très différentes selon les pays membres

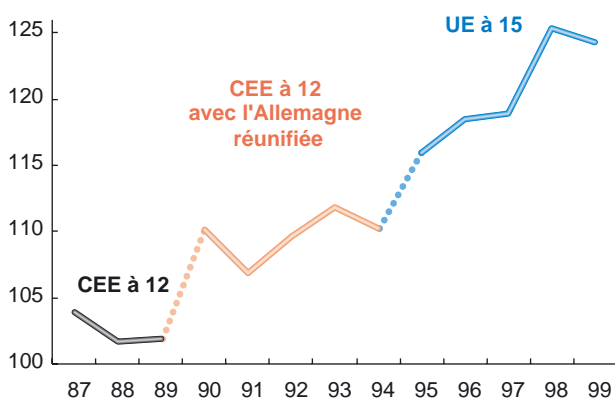
Les évolutions des effectifs, de fin d'année par pays¹, selon leur importance dans l'UE (cf. tableaux 2 et 3, et graphique 2) sont décrites dans les paragraphes suivants.

L'**Allemagne** est depuis toujours le premier détenteur de porc de l'Union. Avec 26 millions de porcs, le pays héberge 21 % du total. Entre 1990 et 1999, il a perdu près de 16 % des effectifs : les éleveurs de l'Ouest ont maintenu leurs cheptels, tandis qu'à l'Est, la transition économique entraînait un effondrement. L'**Espagne**, au deuxième rang, détient 22 millions de porcs, soit 18 % du total. Troisième producteur, la **France** dénombre 16 millions de porcs (13 % du cheptel européen).

Avec un cheptel stable depuis le milieu des années 1980 jusqu'en

¹ Selon la réglementation européenne, chaque pays est obligé de réaliser une ou plusieurs enquêtes de cheptel par an. Les pays ayant moins de trois millions de porcs doivent compter les animaux une seule fois par an, dans la période novembre-décembre. Les autres pays sont normalement soumis à trois enquêtes par an, dans la période avril-mai-juin, juillet-août et novembre-décembre, mais par dérogation peuvent n'en faire que deux.

Graphique 1 : Evolution des effectifs porcins dans la CEE, puis dans l'UE en millions de têtes





**Tableau 2 : Union européenne - cheptel porcin
(enquêtes de novembre/décembre)**

Milliers de têtes	1990	1995	1999	% UE	% 99/90	% 99/95
Allemagne	30 818	23 737	26 003	20,9	-15,6	9,5
Ouest	22 035	20 572	22 139	17,8	0,5	7,6
Est	8 783	3 164	3 663	2,9	-58,3	15,8
Espagne	15 949	18 125	22 418	18,0	40,6	23,7
France	12 520	14 523	15 991	12,9	27,7	10,1
Pays-Bas	13 788	13 935	13 139	10,6	-4,7	-5,7
Danemark	9 282	10 709	11 914	9,6	28,4	11,3
Italie	8 837	8 061	8 403	6,8	-4,9	4,2
Belgique	6 426	7 153	7 322	5,9	13,9	2,4
Royaume-Uni	7 380	7 367	7 037	5,7	-4,6	-4,5
Autriche	--	3 705	3 433	2,8	--	-7,3
Portugal	2 664	2 402	2 350	1,9	-11,8	-2,2
Suède	--	2 317	2 021	1,6	--	-12,8
Irlande	1 249	1 542	1 763	1,4	41,2	14,3
Finlande	--	1 394	1 493	1,2	--	7,1
Grèce	1 143	917	906	0,7	-20,7	-1,2
Luxembourg	70	73	82	0,1	17,1	12,6
Europe 12	10 127	108 544	117 328		6,5	8,1
Europe 15	--	115 960	124 275	100	--	7,2

Sources : Eurostat et sources nationales

**Tableau 3 : Union européenne - cheptel truies
(enquêtes de novembre/décembre)**

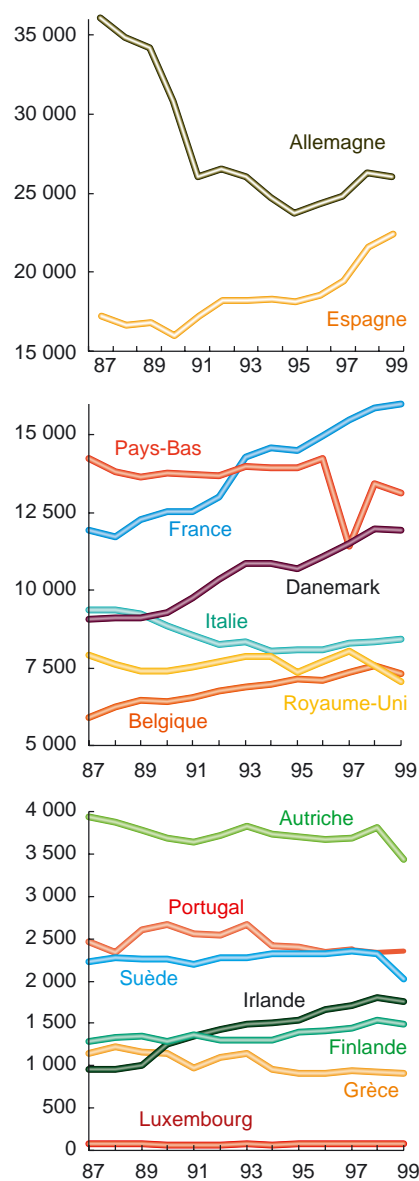
Milliers de têtes	1990	1995	1999	% UE	% 99/90	% 99/95
Allemagne	3 195	2 529	2 582	20,5	-19,2	2,1
Ouest	2 392	2 124	2 145	17,0	-10,3	1,0
Est	804	406	437	3,5	-45,6	7,7
Espagne	1 870	2 027	2 431	19,3	30,0	19,9
France	1 223	1 430	1 467	11,6	20,0	2,6
Pays-Bas	1 455	1 447	1 320	10,5	-9,3	-8,8
Danemark	1 041	1 147	1 256	10,0	20,7	9,5
Royaume-Uni	855	842	750	6,0	-12,3	-10,9
Belgique	731	735	720	5,7	-1,5	-2,1
Italie	726	690	704	5,6	-3,0	2,0
Autriche	--	388	333	2,6	--	-14,2
Portugal	354	333	327	2,6	-7,6	-1,8
Suède	--	274	206	1,6	--	-24,8
Irlande	149	176	186	1,5	24,8	5,9
Finlande	--	179	186	1,5	--	3,7
Grèce	160	129	120	1,0	-25,0	-7,0
Luxembourg	10	10	9	0,1	-10,0	-6,3
Europe 12	11 769	11 494	11 872		0,9	3,3
Europe 15	--	12 335	12 597	100	--	2,1

Sources : Eurostat et sources nationales

1996, les **Pays-Bas** ont cédé la troisième place à la France en 1993. Le pays détient près de 11 % des effectifs européens. L'épidémie de la peste porcine classique, en 1997, a conduit à une réduction impor-

tante des animaux. La reconstitution du cheptel ensuite, en 1998 et 1999, a été rendue difficile par la mise en place d'une nouvelle réglementation sur la protection de l'environnement.

Graphique 2 : Evolution des effectifs porcons dans les pays de l'Union européenne en milliers de têtes



Au **Danemark**, le cheptel atteint 12 millions de têtes, soit 10 % du total de l'UE. L'**Italie** détient 7 % du cheptel européen. Dans la première moitié des années 1990, les producteurs italiens ont réduit leurs effectifs. Ensuite, ils les ont augmentés jusqu'à 8,4 millions de têtes. Le cheptel en **Belgique** au nombre de 7,4 millions de têtes en 1999 représente 6 % du total de l'UE. La part est la même au **Royaume-Uni**, le nombre de porcs a été relativement stable entre 1990 et 1997, pour diminuer ensuite à 7 millions.



Parmi les autres pays, représentant chacun moins de 3 % de la production de l'UE, l'**Irlande** enregistre une forte croissance ; le **Portugal** et la **Grèce** voient leurs effectifs tomber de respectivement de 12 % et 21 %, entre 1990 et 1999. Les dernières recrues de l'Union européenne, l'**Autriche** et les pays scandinaves, **Suède** et **Finlande**, ont eu des effectifs assez stables au cours de la décennie 1990, mais la dernière crise de marché a provoqué une importante réduction en Autriche et en Suède.

Des bassins régionaux de production et de densité très diverses

La moitié des effectifs européens est concentrée dans neuf bassins

régionaux seulement. Et les dix-neuf premières régions, ayant un effectif supérieur à 1,5 million de porcs, détiennent les deux tiers des animaux de l'Union européenne (Cf. tableau 4). Ces bassins de production correspondent à une région, comme la Bretagne en France, ou sont le résultat d'un regroupement de quelques «régions» administratives, qui ont des caractéristiques similaires de fonctionnement et d'organisation de la production. Un tel rassemblement a été fait pour les provinces porcines néerlandaises et belges, ainsi que pour les régions danoises du Jutland².

- La plus importante concentration de production porcine se trouve aux **Pays-Bas** : les cinq provinces Brabant du Nord,

Gueldre, Overijssel, Limbourg et Utrecht regroupent 12,5 millions de têtes, soit 94 % des effectifs néerlandais. Dans cette zone, le nombre de porcs est en diminution depuis le milieu des années 1990.

- Le bassin du **Jutland**, au Danemark, détient près de 9 millions de têtes (77 % des porcs danois). Les animaux sont répartis assez régulièrement sur le territoire. La croissance a atteint 5 % au cours de la deuxième moitié de la dernière décennie.
- Au troisième rang, la **Bretagne** compte plus de 8 millions de porcs en 1999 (55 % du cheptel total français). Les effectifs de la région ont augmenté de 7 % par rapport à 1995.
- L'État fédéral allemand de **Basse-Saxe**, dans le bassin du

² La surface d'une province est inférieure à celle d'un département français, la superficie du Jutland peut être comparée à celle de la Bretagne.

Tableau 4 : Les principales régions européennes de production porcine Régions détenant plus de 1,5 million de porcs en 1999

	Code pays	Total porcs *1000	Total SAU *1000	Densité (Porcs/km ² SAU)	Evolution 99/95 (%)	Part de UE (%)	Part UE cumulée (%)
Région Pays-Bas (1)	NL	12 506	917	1 364	-7	10,2	10,2
Région Belgique (3)	B	6 819	510	1 338	2	5,5	15,7
Région Danemark (2)	DK	8 909	1 849	482	5	7,2	22,9
Bretagne	F	8 036	1 830	439	7	6,5	29,4
Catalogne	SP	5 303	1 306	406	4	4,3	33,7
Rhénanie du Nord-Westphalie	D	6 016	1 502	401	7	4,9	38,6
Lombardie	I	3 316	1 121	296	12	2,7	41,3
Basse Saxe	D	7 623	2 661	286	13	6,2	47,5
Murcie	SP	1 552	634	245	10	1,3	48,8
Yorkshire et Humberside	UK	1 839	1 088	169	2	1,5	50,3
Bade-Wurtemberg	D	2 304	1 473	156	6	1,9	52,1
Emilie-Romagne	I	1 595	1 225	130	-5	1,3	53,4
Aragon	SP	3 033	2 621	116	5	2,5	55,9
Bavière	D	3 736	3 295	113	9	3,0	58,9
East-Anglia	UK	1 565	1 467	107	8	1,3	60,2
Pays-de-la-Loire	F	1 673	2 327	72	15	1,4	61,5
Castille Léon	SP	3 156	5 575	57	32	2,6	64,1
Andalousie	SP	1 831	4 869	38	11	1,5	65,6
Castille-La Manche	SP	1 542	4 785	32	53	1,3	66,8
UE-15	UE15	123 202	132 771	93	5		

1) NL = les 5 provinces Brabant du Nord, Gueldre, Overijssel, Limbourg et Utrecht

2) DK = la presqu'île Jutland (7 régions administratives)

3) B = les 4 Provinces Flandres Est, Flandres Ouest, Anvers, Limbourg

Source ITP d'après EUROSTAT et sources nationales

La moitié des effectifs européens est concentrée dans neuf bassins régionaux seulement.



Nord, suit avec 7,6 millions de porcs. Le «land» enregistre une croissance forte de 13 % entre 1995 et 1999³

- Le bassin belge, les quatre provinces des **Flandres** (Flandre orientale, Flandre occidentale, Anvers, Limbourg), a connu une légère croissance dans les années 1990. Elles cumulent 6,8 millions de porcs, soit 92 % du total national.
- La **Rhénanie du Nord-Westphalie**, au nord-ouest de l'Allemagne, avec 6 millions de têtes, augmente ses effectifs de 7 % dans la même période.
- Première région de l'Espagne, la **Catalogne** regroupe 5,3 millions de porcs. Très forte depuis les années 80, sa croissance s'est ralentie entre 1995 et 1999 (+ 4%). Le bassin de production du nord-est espagnol s'étale à l'Aragon, région voisine, qui compte 3 millions de porcs en 1999. Ces dernières années, la croissance se déplace dans les zones de plus de faible densité.
- Dans la plaine du Pô, en Italie, la **Lombardie** a un cheptel de 3,3 millions de têtes. La région a connu une forte progression entre 1995 et 1999 : +12 %. Le bassin s'étend vers le sud à la région d'Emilie-Romagne,

regroupant 1,6 million de têtes. Ces deux régions représentent près de 60 % du cheptel total italien.

La densité porcine moyenne communautaire est de 93 porcs/km² de SAU (Surface Agricole Utile). Mais la superficie des zones géographiques, présentées ci-dessus, est très différente. La densité est la plus forte dans les bassins aux Pays-Bas et en Belgique. Mais la concentration est extrême à l'échelle de certaines provinces (Brabant du Nord : plus de 2 150 porcs/km²). La densité moyenne de ces zones néerlandaises et belges se situe à plus de 1 300 porcs par km² de SAU.

Loin derrière, quatre régions ont des densités entre 400 et 500 porcs par km² : le bassin du Jutland (Danemark) et la Bretagne (France), la Rhénanie du Nord-Westphalie (Allemagne) et la

Catalogne (Espagne). Ensuite, les densités chutent encore fortement, trois régions ont entre 200 et 300 porcs/km². En France, la deuxième région de production porcine, les Pays de Loire, compte moins de 100 porcs par km².

La structure des élevages

Dans l'Union européenne, des élevages majoritairement familiaux, mais de plus en plus grands

Au total, en 1997, l'Union européenne recense plus de 1,15 million d'exploitations agricoles avec des porcs (1,28 million en 1995). Environ 800 000 détiennent moins de 10 porcs. Ceux-ci ne comptent que pour 2 % des effectifs totaux. Près de 90 % de la production est réalisée par les 120 000 élevages qui possèdent plus de 200 porcs (Cf. tableau 5).

³ La Basse-Saxe et la Rhénanie du Nord-Westphalie pourraient être considérées comme un seul bassin (le bassin nord-allemand). Mais nous avons préféré conserver les circonscriptions administratives pour des raisons de taille de ces deux « länders », de densité porcine et de réglementations qui peuvent varier selon les États fédéraux.

Tableau 5 : Structure des élevages porcins dans l'Union européenne

Année 1997	Exploitations européennes			
	avec porcs	avec < 10 porcs	> 200 porcs	> 1000 porcs
Nbre d'exploitations (*1000)	1 152	818	122	30
% du total	100 %	71 %	11 %	3 %
Nbre d'animaux (*millions)	122	2	107	63
% du total	100 %	2 %	88 %	52 %

Source EUROSTAT

Tableau 6 : La structure des élevages dans l'UE

	Cheptel tous porcs et élevages (en milliers) - 1997															
	UE 15	B	DK	D	GR	ESP	F	IRL	I	Lux	NL	A	P	Fin	S	UK
1. Nombre d'élevages																
< 10 porcs	820	1	1	100	20	225	53	1	227	0	1	73	112	0	2	4
10 à 199	210	3	7	73	1	41	9	1	18	0	6	21	17	3	4	5
200 à 399	44	2	3	14	0	7	4	0	1	0	4	4	1	2	1	1
400 à 999	48	3	4	15	0	7	6	0	2	0	5	2	1	1	1	2
1000 et plus	30	2	4	3	0	5	5	0	2	0	5	0	1	0	1	2
Total	1 152	12	19	205	21	285	78	2	250	1	21	100	130	6	8	14
2. Nombre de porcs																
< 10 porcs	1 850	3	6	335	37	398	113	2	482	1	2	200	252	2	5	13
10 à 199	13 068	290	538	4 340	107	3 117	672	25	552	14	641	1 269	616	334	269	285
200 à 399	13 031	526	738	3 980	58	2 253	1 163	22	371	12	1 188	1 267	225	548	337	342
400 à 999	30 835	2 108	2 595	9 209	140	4 726	4 134	103	974	27	3 394	864	222	439	773	1 128
1000 et plus	63 171	4 387	7 506	6 386	597	9 062	9 391	1 566	5 902	20	9 964	80	1 050	122	967	6 171
Total	121 954	7 313	11 383	24 250	939	19 556	15 473	1 717	8 281	74	15 189	3 680	2 365	1 444	2 351	7 939

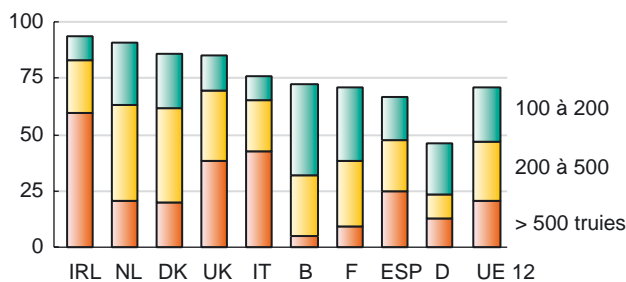


La structure des élevages dans l'UE (suite du tableau 6)

Cheptel Truies et élevages (en milliers) - 1997																
	UE 15	B	DK	D	GR	ESP	F	IRL	I	Lux	NL	A	P	Fin	S	UK
1. Nombre d'élevages																
< 20 truies	176	2	5	35	5	32	7	1	25	0	1	16	36	2	3	6
20 à 49	40	1	1	14	0	9	3	0	1	0	1	5	1	1	1	1
50 à 99	29	2	1	10	0	4	4	0	1	0	1	1	1	1	1	1
100 et plus	35	3	4	6	0	6	5	0	1	0	6	0	1	0	1	2
Total	280	8	12	65	5	51	19	2	28	0	9	23	38	4	6	10
2. Nombre de truies																
< 20 truies	933	14	30	233	15	208	35	3	90	1	8	96	125	25	19	32
20 à 49	1 307	49	46	453	11	261	101	3	30	2	28	166	31	50	37	39
50 à 99	2 027	145	107	687	18	298	302	7	48	3	106	96	31	65	51	62
100 et plus	8 754	547	1 080	1 171	89	1 523	1 082	180	524	3	1 414	28	147	44	154	768
Total	13 021	756	1 263	2 544	133	2 291	1 520	192	692	9	1 556	385	334	184	261	901

Source : Eurostat

Graphique 3 : Part des élevages de porcs de plus de 100 truies dans l'UE en % des effectifs truies totaux de chaque pays (en 1997)



Source EUROSTAT

La part des élevages de plus de 100 truies, en moyenne de 70 % pour l'UE à 15, va de plus de 90 % en Irlande et aux Pays-Bas à moins de 50 % en Allemagne. La France est à la moyenne.

L'UE à 15 compte 280 000 élevages avec des truies. Environ 140 000 exploitations ont moins de 10 truies, représentant moins de 4 % des reproducteurs totaux. Les 74 000 unités de 10 à 50 truies regroupent 14 %, et celles de 50 à 100 truies près de 16 %. 35 000 élevages ont un effectif supérieur à 100 truies et rassemblent plus de deux tiers du troupeau reproducteur. Ils ont une taille moyenne de 250 truies, ce qui traduit bien la haute spécialisation de cette activité. Leur part a encore gagné en importance ces dernières années (cf. tableau 6). En effet, ces exploitations ne rassemblaient que 45 % des reproducteurs de l'UE à 12 en 1987.

En 1997, les élevages qui ont plus de 200 truies concentrent 50 % des truies. Les plus grands élevages, ayant plus de 500 truies,

représentent 20 % des effectifs. En revanche, les exploitations détentrices de moins de 100 reproducteurs perdent régulièrement en importance (Cf. graphique 3).

Selon les pays, l'intégration face au modèle agricole

La répartition des porcs selon les classes de taille varie selon les pays. La part des élevages de plus de 100 truies, en moyenne de 70 % pour l'UE à 15, va de plus de 90 % en Irlande et aux Pays-Bas à moins de 50 % en Allemagne. La France est à la moyenne.

L'Irlande concentre 60 % de ses effectifs dans les élevages de plus de 500 truies, le Royaume-Uni et l'Italie environ 40 %. Cependant, ces deux derniers disposent encore de nombreuses unités de produc-

tion de petite taille : par exemple, en Italie encore 250 000 exploitations (soit 89 % du total) détiennent moins de 20 truies, mais regroupent seulement 13 % des reproducteurs. Ces exploitations se trouvent dans les zones de faible densité.

En Espagne, les grands élevages de plus de 500 truies atteignent 25 % du total, comme ceux de 200 à 500 truies. Le nombre de petites exploitations reste élevé, mais est de faible importance : 63 % des élevages de moins de 20 truies (32 000 unités) représentent 9 % des reproducteurs (208 000).

Au Danemark et aux Pays-Bas, les élevages de 200 à 500 truies dominent avec plus de 40 % des effectifs. Le nombre des plus petits détenteurs a été fortement réduit ces dernières années.

Les élevages de 100-200 truies restent les plus importants en France, 33 % des effectifs. Les élevages de plus de 100 reproducteurs regroupent 71 % du total. Environ 10 000 exploitations ayant moins de 50 truies ne possèdent que 9 % des effectifs.

En Belgique, 41 % des effectifs se situent dans la classe des 100-200 truies, mais la part des 200-500 en est proche avec 30 % du total.



En **Allemagne**, la structure reste en retrait par rapport aux autres pays : la moitié des élevages ont moins de 20 truies et représentent encore 9 % des effectifs nationaux. Les outils de plus de 100 truies regroupent moins de la moitié des effectifs.

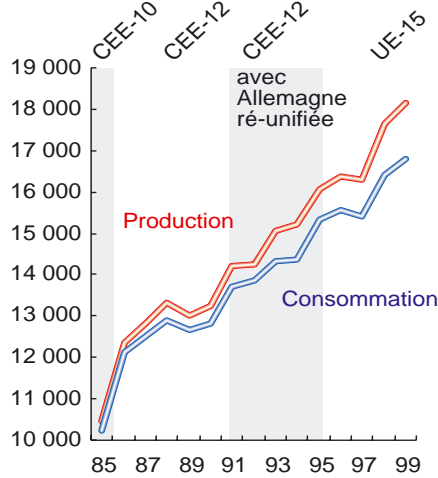
Le développement de la production

UE : croissance modeste dans les années 90, forte en 1998 et 1999

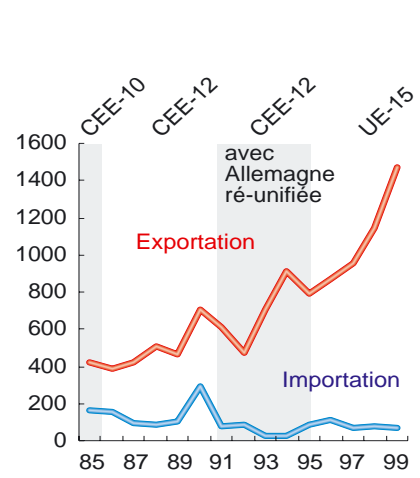
Depuis 1985, la production porcine dans l'UE est passée de 10 millions de tonnes (équivalent carcasse) à plus de 18 millions de tonnes en 1999 (+73 %). Plusieurs pays ont augmenté leur production, mais cette croissance est aussi due aux élargissements successifs de la CEE, puis de l'UE (Espagne et Portugal en 1986, RDA en 1990/91, Autriche, Suède et Finlande en 1995 - cf. graphique 6). Mais entre 1990 et 1999, la croissance moyenne, à « pays constants » (CEE à 12 – hors RDA) s'élève à 26 %. Par contre, en tenant compte des élargissements successifs, elle n'est que de 18 % sur la même période. Plutôt stagnante au milieu des années 1990, la production porcine de l'UE a augmenté de 8 % en 1998 et de 3 % en 1999. Ce mouvement de hausse a été stoppé par la crise du marché en 1999/2000.

La production porcine européenne et la consommation ont été toutes les deux en croissance au cours des dix dernières années, mais la production a cependant augmenté plus vite (graphique 4). La présence de débouchés en dehors de l'UE (Europe centrale, Russie, Japon) a permis un fort développement des exportations depuis le milieu des années 1980. En 1999, les volumes expédiés ont atteint 1,5 million de tonnes

Graphique 4 : Production et consommation de porc dans l'union européenne
En milliers de tonnes équivalent carcasse



Graphique 5 : UE - commerce extérieur de viande porcine avec les pays tiers
En milliers de tonnes équivalent carcasse



Source EUROSTAT, Commission, estimations pour 1998

contre 400 000 tonnes, quinze années plus tôt. En même temps, les importations ont perdu en importance, globalement inférieures à 100 000 tonnes au cours de la dernière décennie (graphique 5). En conséquence, le solde du commerce extérieur de viande de porc est passé de 250 000 tonnes en 1985 à 1,4 million de tonnes en 1999.

Le rapport entre la production et la consommation de l'UE au taux d'auto approvisionnement a atteint 108 % en 1999, niveau exceptionnel, conséquence de la crise qui a accéléré les exportations.

L'environnement redistribue la production entre les pays

Les bilans d'approvisionnement sont très différents selon les pays. Certains pays sont excédentaires en viande porcine, et exportent vers les pays de l'UE et vers les pays tiers. D'autres ont un équilibre, ce qui n'exclut pas des échanges entre production et consommation. D'autres enfin, ont un déficit de viande de porc, traduisant une importation supérieure à l'exportation.

Outre l'état de leur bilan, les filières nationales se caractérisent par des différences de fonctionnement et d'organisation. Mais différents types de production ou de

Graphique 6 : Evolution de la production porcine des principaux pays de l'UE
En indices, base 100 en 1990

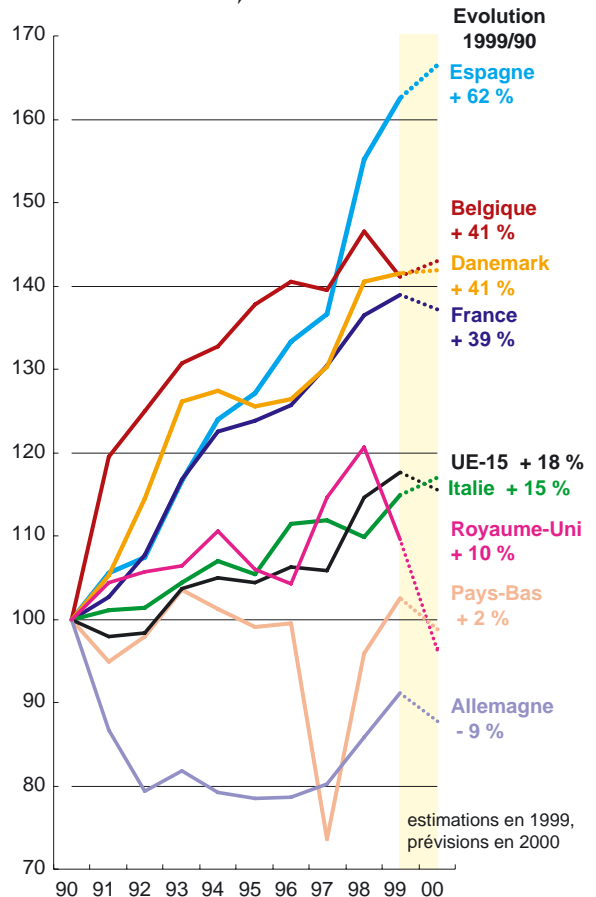




Tableau 7 : Union européenne - bilans d'approvisionnement porc en 1995 et 1999
Milliers de tonnes équivalent carcasse

Allemagne	1995	1999	Espagne	1995	1999	France	1995	1999
Production	3 430	3 980	Production	2 252	2 879	Production	2 085	2 374
Import	1 308	1 248	Import	82	137	Import	474	520
Export	255	571	Export	173	446	Export	529	649
Cons. Tot.	4 482	4 662	Cons. Tot.	2 161	2 570	Cons. Tot.	2 098	2 247
Cons. Ind.	55,0	56,8	Cons. Ind.	57,4	66,9	Cons. Ind.	35,1	37,3
Auto-ap.	77	85	Auto-ap.	104	112	Auto-ap.	99	106

Pays-Bas	1995	1999	Danemark	1995	1999	Italie	1995	1999
Production	1 885	1 951	Production	1 517	1 709	Production	1 276	1 391
Import	105	152	Import	25	55	Import	696	817
Export	1 276	1 351	Export	1 201	1 441	Export	78	127
Cons. Tot.	714	688	Cons. Tot.	335	349	Cons. Tot.	1 894	2 081
Cons. Ind.	46,3	44,0	Cons. Ind.	64,2	65,8	Cons. Ind.	33,1	35,1
Auto-ap.	264	284	Auto-ap.	453	490	Auto-ap.	67	67

Royaume-Uni	1995	1999	Belgique	1995	1999	Autriche	1995	1999
Production	1 010	1 044	Production	1 029	1 054	Production	454	500
Import	534	567	Import	152	125	Import	43	105
Export	191	250	Export	688	712	Export	39	138
Cons. Tot.	1 353	1 362	Cons. Tot.	491	475	Cons. Tot.	457	467
Cons. Ind.	23,2	23,0	Cons. Ind.	46,6	44,6	Cons. Ind.	56,9	57,8
Auto-ap.	75	77	Auto-ap.	210	222	Auto-ap.	99	107

Irlande	1995	1999	Portugal	1995	1999	Suède	1995	1999
Production	207	254	Production	284	333	Production	311	329
Import	37	47	Import	77	126	Import	31	48
Export	108	163	Export	10	15	Export	24	51
Cons. Tot.	136	139	Cons. Tot.	344	434	Cons. Tot.	318	326
Cons. Ind.	37,8	40,8	Cons. Ind.	34,7	43,5	Cons. Ind.	36,1	36,8
Auto-ap.	152	183	Auto-ap.	83	77	Auto-ap.	98	101

* Pour l'UE, le commerce concerne les échanges avec les pays tiers.

Les données de la consommation ne correspondent pas au total des 15 : les exportations intra-communautaires semblent surestimées, ce qui sous-estime la consommation de certains pays.

Sources : Eurostat, SCEES, ZMP, sources nationales et estimations ITP (en italiques)

L'Espagne détient le record de la croissance de la production depuis son entrée dans la CEE.

filière n'impliquent pas nécessairement des niveaux de compétitivité globale différents.

En résumé, les caractéristiques de tous les différents pays classés selon leur taux de croissance dans les années 1990 (Cf. graphique 6) :

L'Espagne

L'Espagne détient le record de la croissance de la production depuis son entrée dans la CEE. La hausse la plus forte d'Europe après celle de l'Irlande, a été de 62 % entre 1990 et 1999, s'accroissant dans la

deuxième moitié. La production a atteint 2,9 millions de tonnes en 1999. Dans la première moitié des années 1990 essentiellement, cette croissance a été fortement stimulée par l'importation des porcelets, au rythme de 100 000 têtes par mois, provenant surtout des Pays-Bas. La croissance de la production a d'abord alimenté celle de la consommation intérieure, fortement liée à la hausse du pouvoir d'achat (l'Espagne connaît actuellement la plus forte consommation de l'UE : 67 kg par habitant). Mais depuis 1993, devenu excédentaire, le pays est de plus

Finlande	1995	1999
Production	168	182
Import	12	17
Export	10	23
Cons. Tot.	164	178
Cons. Ind.	32,2	34,4
Auto-ap.	102	102

Grèce	1995	1999
Production	144	138
Import	118	144
Export	3	9
Cons. Tot.	259	273
Cons. Ind.	24,8	26,8
Auto-ap.	56	51

UE-15	1995	1999
Production	16 049	18 143
Import	88	70
Export	788	1 470
Cons. Tot.	15 326	16 803
Cons. Ind.	41,1	43,8
Auto-ap.	105	108



en plus présent sur des marchés extérieurs. Son taux d'auto approvisionnement est passé de 104 % à 112 % entre 1995 et 1999. En 1999, les exportations approchent 450 000 tonnes de viande. La France fait partie de ses principaux débouchés.

La production porcine est présente sur l'ensemble du territoire espagnol, avec des zones plus concentrées en Catalogne/Aragon et à Murcie. La population espagnole demeure surtout dans les villes, laissant de la place pour une poursuite du développement de la production dans des zones peu habitées et de moindre densité porcine.

La filière est construite sur le modèle de l'intégration : on estime que ce système représente 80 % des animaux commercialisés, fortement aux mains de grandes firmes. Les unités de naissage, de post-sevrage et d'engraissement sont souvent séparées. Le pays profite des coûts plus faibles, de l'espace disponible pour la production porcine et d'une forte volonté d'entreprendre. Les entreprises d'intégration proposent un contrat à un éleveur : il fournit main d'œuvre et bâtiments en échange d'une rémunération, en fonction du nombre de porcs élevés. Dans ce système, les variations de prix du porc sont supportées par les entreprises d'intégration.

Perspectives : Certains coûts sont faibles (bâtiments, main d'œuvre) et les dossiers de création d'élevage ne se heurtent pas à une forte opposition. Face à la saturation en Catalogne, les firmes se développent dans de nouvelles zones, au centre du pays. La production devrait ainsi poursuivre sa progression.

Danemark

Le pays a produit 1,7 million de tonnes de viande porcine en 1999

et il en exporte 80 %. Entre 1990 et 1999, les Danois ont augmenté leur production de 41 %. Avec 1,4 million de tonnes, le Danemark est devenu le premier exportateur de viande de porc de l'UE depuis 1997. Près de 40 % des volumes sont expédiés vers les pays tiers. La consommation de viande de porc par habitant est élevée, mais elle plafonne à près de 65 kg par habitant, soit autour de 450 000 tonnes au niveau national.

Les élevages danois sont surtout du type naisseur-engraisseur. La production est relativement bien répartie sur l'ensemble du territoire et étroitement associée à la production des céréales sur l'exploitation. Elle se caractérise par une organisation très poussée : les producteurs de porc sont membres d'une des trois coopératives du pays, qui disposent chacune de plusieurs unités d'abattage et de transformation. A la différence des systèmes d'intégration espagnols ou américains, dans la coordination verticale danoise les fluctuations de prix sont supportées par les éleveurs, propriétaires des animaux.

Le coût de production danois n'est pas parmi les plus bas de l'UE. Mais la filière est performante et la commercialisation de produits élaborés sur de nombreux marchés est rémunératrice.

Perspectives : Le Danemark estime que sa production porcine n'a pas encore atteint les limites imposées par la protection de l'environnement. Selon la filière, la production pourrait aller jusqu'à 27 millions de porcs contre 23 en 2000. Des oppositions existent dans le pays, mais l'enjeu économique est considérable. La croissance danoise aura-t-elle une limite ?

Belgique

A égalité avec la France et le Danemark, la Belgique est aussi un

champion de la croissance de la décennie. En 1999, la production a été réduite par la crise de la dioxine, intervenue en période de crise de marché. La production dépasse un million de tonnes. Le taux d'auto approvisionnement a été de 222 % en 1999. Une partie importante des exportations est destinée à l'Allemagne. Malgré cet excédent, les importations dépassent 100 000 tonnes. Elles sont souvent réexportées avec une valeur ajoutée (découpe, transformation...).

Le naissage est souvent réalisé dans des exploitations familiales indépendantes. En revanche, l'intégration de l'engraissement par l'industrie d'alimentation animale est très développée, représentant plus de la moitié des porcs commercialisés. L'aval de la filière est essentiellement constitué d'entreprises familiales d'abattage-découpe. Mais les plus importantes sont efficaces commercialement, occupant une bonne place sur le marché européen.

Perspectives : Très localisée dans les Flandres, la production semble à l'étroit. Les règles environnementales arrivent avec plus de rigueur. Des restructurations sont à prévoir, avec une baisse de la production qui pourrait atteindre 20 % dans les prochaines années.

France

Au cours des dix dernières années, la France est parmi les quatre pays de l'Union à forte croissance (+39 %). Mais avec la mise en place de règles environnementales et la crise de marché, cette dynamique de croissance s'est interrompue en 2000. Le solde des échanges est positif depuis 1994. En 1999, la production atteint 2,4 millions de tonnes de viande de porc, excédant les besoins de 6 %. Les importations sont restées constantes, autour de 500 000



La production porcine est présente sur l'ensemble du territoire espagnol, avec des zones plus concentrées en Catalogne/Aragon et à Murcie.

Le coût de production danois n'est pas parmi les plus bas de l'UE.

Mais la filière est performante et la commercialisation de produits élaborés sur de nombreux marchés est rémunératrice.



La filière italienne se caractérise par des produits secs typiques, issus du savoir-faire de son industrie de transformation et d'une production traditionnelle de porcs lourds et qui obtient toujours une réussite commerciale en Italie et à l'exportation.



Italie (Reggio Emilia)

La compétitivité britannique n'est pas excellente depuis déjà quelques années. Depuis 1999, la production est soumise à des normes de bien-être animal plus strictes

Après l'épidémie de peste en 1997, les Pays-Bas ont regagné la 4^{ème} place des producteurs européens en 1998.

tonnes. Les exportations ont fortement augmenté ces dernières années, atteignant 650 000 tonnes en 1999. Près de 40 % des exportations ont été destinées aux pays tiers, dont la Russie au premier rang. La consommation individuelle est inférieure à la moyenne européenne, 37 kg par habitant.

La filière française est construite autour d'exploitations familiales de dimension moyenne dans l'UE. 90 % de la production est commercialisée par les groupements de producteurs, pour l'essentiel de statut coopératif, qui commercialisent les porcs auprès des abattoirs. Leur nombre a fortement diminué ces dernières années, passant de 145 en 1990 à 98 en 1999, résultat de nombreuses fusions et reprises. Dans les régions Bretagne et Pays de Loire, une dizaine de groupements seulement assure plus de la moitié de la commercialisation française de porcs. Ces organisations de producteurs fournissent aussi d'autres services, tels que l'appui technique aux éleveurs et l'approvisionnement en aliment. Ils entretiennent des relations étroites avec les autres partenaires de la filière, en amont et en aval, souvent avec une participation financière : fourniture de reproducteurs, abattage-élaboration-transformation de la viande...

Perspectives : Des règles environnementales freinent la Bretagne, aux densités élevées, par rapport à la moyenne française, même si elle est loin des maximums observés aux Pays-Bas et en Belgique. Dans d'autres régions, l'opposition aux porcheries militante se montre parfois aussi efficace pour bloquer les projets. La croissance fait place à une stabilisation, voire une légère réduction de la production.

Italie

En 1999, la production a approché 1,4 million de tonnes en Italie.

Le pays développe sa production à un rythme modéré. Le déficit atteint le tiers de la demande des consommateurs. Le pays est le deuxième importateur de l'UE, après l'Allemagne : les importations ont dépassé 800 000 tonnes en 1999. La consommation à 35 kg par habitant est assez stable dans le temps.

Près de 60 % des porcs sont concentrés dans les régions de Lombardie et d'Emilie-Romagne. La production y est réalisée principalement, par de grands élevages appartenant à d'importantes exploitations de la plaine du Pô ou en intégration. Dans les autres régions, elle conserve une structure très morcelée. La filière italienne se caractérise par des produits secs typiques, issus du savoir-faire de son industrie de transformation et d'une production traditionnelle de porcs lourds et qui obtient toujours une réussite commerciale en Italie et à l'exportation.

Perspectives : Une nouvelle dynamique pour combler le déficit national ne semble pas à l'ordre du jour.

Royaume-Uni

La production porcine britannique, 1 million de tonnes en 1999, a fortement chuté ces deux dernières années. Elle annule la lente progression des années antérieures. La demande nationale est couverte aux trois quarts : auto-suffisante en porc frais, la moitié de ses besoins en bacon et jambons doit être importée. Au total, les importations étaient de 570 000 tonnes en 1999 et les exportations de 250 000 tonnes. La consommation par habitant est parmi les plus faibles de l'Union européenne, soit 23 kg.

Près d'un tiers des reproducteurs du pays sont élevés dans les élevages en plein-air. L'organisation de la filière est de caractère très

libéral. La mise en marché des porcs par des coopératives est relativement faible au Royaume-Uni. A parts égales, les porcs sont commercialisés par les éleveurs individuels, par une dizaine de groupements de producteurs et par l'industrie d'alimentation animale, qui fournit ce service en échange d'achat d'aliments.

La compétitivité britannique n'est pas excellente depuis déjà quelques années. Depuis 1999, la production est soumise à des normes de bien-être animal plus strictes que dans la réglementation de l'UE. Elles ont été imposées par la société en 1994, relayée par la distribution anglaise. Ces mesures ont généré des investissements, affaiblissant encore la position des éleveurs.

Perspectives : L'affaiblissement de la compétitivité, la force de la Livre Sterling, favorisant les importations, et le choc de la crise de l'ESB, entraînant des conséquences économiques et réglementaires pour toute l'agriculture, ont fortement pénalisé les producteurs britanniques. La forte chute de la production de 1999 et 2000 devrait se ralentir en 2001, mais une reprise de la production paraît peu probable dans les prochaines années.

Pays-Bas

Après l'épidémie de peste en 1997, les Pays-Bas ont regagné la quatrième place des producteurs européens en 1998. La production est de 1,95 million de tonnes. Elle est, depuis toujours, fortement orientée à l'exportation, qui représente deux tiers des volumes produits. Ses débouchés sont essentiellement les pays de l'UE. Malgré la remontée de la production, les Néerlandais ont perdu la première place des exportateurs de viande de porc de l'UE. Les exportations approchent 1,35 million de tonnes. Les importations sont en



légère tendance haussière, atteignant 150 000 tonnes en 1999. La consommation par habitant se situe à la moyenne européenne, soit 44 kg par habitant.

Après la forte croissance des années 60 et 70, la production stagne depuis le milieu des années 80. Cet arrêt a été imposé par la loi, en raison de l'impact important des rejets des animaux sur l'environnement. La densité porcine est parmi les plus élevées au monde. Depuis 1998, un plan de restructuration vise à diminuer les effectifs, pour réduire ainsi les rejets. Ces mesures ont de lourdes conséquences pour l'amont, la production et l'aval de la filière. Aux Pays-Bas, les élevages, pour la plupart hors-sol, sont pour un tiers naisseur-engraisseur, les autres étant spécialisés naisseur ou engraisseur. La production se caractérise par une organisation très libérale et individualiste : le pays ne compte pas de groupements de producteurs, chaque éleveur commercialise ses porcs en direct aux abattoirs ou aux intermédiaires. Près de deux tiers des porcs charcutiers sont commercialisés en passant par des négociants en bétail. Ces commerçants font jouer la concurrence entre les abattoirs néerlandais et surtout, allemands, plus rémunérateurs.

Perspectives : Les problèmes d'environnement devraient imposer une forte réduction des effectifs dans les prochaines années. La baisse des effectifs pourrait se situer entre 15 % et 30 % par rapport à 1996.

Allemagne

L'Allemagne est de loin le premier producteur de l'Union européenne avec 4 millions de tonnes en 1999 et un cheptel de 26 millions de têtes, malgré la baisse de la production à l'Est, intervenue depuis la réunification. Mais la

relance de la production allemande de 1998 et 1999 semble s'essouffler en 2000. Le pays se situe également au premier rang pour la consommation totale et pour les importations. Les achats oscillent autour de 1,3 million de tonnes. La production nationale satisfait 85 % des besoins. La consommation par habitant s'est redressée à 57 kg en 1999, grâce au plus faible prix au détail en 1998 et 1999. Auparavant, la consommation individuelle était stable à 55 kg depuis plusieurs années.

Les exploitations allemandes sont majoritairement à capital familial. On distingue trois zones à caractéristiques différentes, le Nord, le Sud et l'Est. Dans l'ancienne RFA, les éleveurs sont souvent regroupés en groupements de producteurs. Mais contrairement aux orientations françaises, ces structures servent surtout à fournir un appui technique aux producteurs. La commercialisation des porcs reste encore assez individualiste : l'éleveur vend ses porcs lui-même en lien direct avec un abattoir ou un négociant en bétail.

Néanmoins, cette pratique traditionnelle est lentement remplacée par une organisation plus structurée, surtout dans le nord du pays. - C'est dans le nord que l'on trouve les plus grandes exploitations spécialisées.

- Le sud est traditionnellement une zone de naisseur : les élevages sont de taille plus modeste qu'ailleurs dans l'UE. En effet, la production porcine a depuis longtemps été une activité à temps partiel, l'autre partie du temps des éleveurs étant souvent consacrée à une activité différente, hors de l'agriculture. Mais le sud aussi s'oriente vers des exploitations plus spécialisées et plus rationnelles.

- A l'est, après la décapitalisation massive, beaucoup de combinats ont été fermés ou ont supprimé

l'activité porcine. La reconstruction d'une nouvelle filière démarre très lentement. En revanche, les nouveaux «länder» disposent d'un parc d'une dizaine d'abattoirs très modernes, construits dans la première moitié des années 1990. Leur capacité est fortement sous-utilisée.

A l'amont, les fabricants d'aliment sont encore peu concentrés. De même à l'aval de la filière, on compte encore de nombreux outils d'abattage, de tailles très diverses. Ces abattoirs sont majoritairement multi-espèces.

L'activité des quatre premiers abattoirs, rassemblant plusieurs unités industrielles, représente moins de 30 % de l'activité. Le secteur souffre d'une importante surcapacité d'abattage.

Perspectives : Maintien de la production à l'ouest de l'Allemagne. En revanche, la résolution des problèmes de privatisation à l'Est pourrait permettre de relancer la production. De nombreux éleveurs de l'ouest du pays, de Belgique et des Pays Bas, bloqués dans leur développement, pourraient décider d'investir à l'est de l'Allemagne. Cette région dispose d'une nouvelle infrastructure, de la main d'œuvre, des outils industriels récents, des débouchés (Berlin, puis à termes éventuellement Pologne, Russie...).

Autres pays de l'UE

Dans la plupart des autres pays de l'Union, la production stagne ou recule, à l'exception de l'Irlande. En effet, excédentaire depuis toujours, ce pays connaît une croissance qui s'est amplifiée depuis le début des années 1990. La production atteint 250 000 tonnes et le taux d'auto approvisionnement est de 183 %.

L'Autriche a un bilan légèrement excédentaire. La production est de 500 000 tonnes en 1999.



Pays-Bas



Les pays scandinaves, **Suède** et **Finlande**, produisent respectivement 330 000 et 180 000 tonnes par an. Ces pays sont proches de l'équilibre et leur participation aux échanges est relativement modeste.

Le **Portugal**, qui produit près de 330 000 tonnes, est déficitaire. Les importations nettes annuelles avoisinent 100 000 tonnes, soit plus de 20 % de ses besoins. L'Espagne est le principal fournisseur.

La **Grèce** achète de plus en plus de produits du porc sur le marché communautaire. La consommation augmente presque continuellement : le pays ne produit que la moitié de ses besoins.

Perspectives

La production porcine est gérée par la PAC à l'intérieur de la Communauté européenne selon un mode libéral. Au cours des 30 à 40 dernières années, son développement a été conditionné par la compétitivité globale des filières.

La production s'est donc accrue dans les bassins nationaux ou régionaux :

- Avec des élevages compétitifs, c'est-à-dire techniquement performants, avec des coûts d'approvisionnement réduits, en particulier pour l'aliment des animaux,
- Avec une filière bien organisée dans l'ensemble, de l'approvisionnement des élevages à la

commercialisation de la viande (découpe), du point de vue industriel, mais aussi pour la transmission des savoirs et des techniques (recherche-développement),

- Avec une ou des stratégies commerciales, c'est-à-dire des choix clairs et déterminés des cibles commerciales visées, reposant sur une analyse pertinente des marchés.

Toutes les régions européennes n'ont pas fait le choix de développer la production porcine ou n'ont pas été en mesure de réunir ces conditions de réussite. Celles qui l'ont pu se sont rapidement développées et spécialisées et sont devenues de plus en plus performantes, en raison de la grande rationalité de leur organisation et des économies d'échelle importantes obtenues dans le cadre des filières.

Une contrainte supplémentaire s'ajoute maintenant qui entraîne des ruptures marquées dans la croissance des bassins de production. Elle est née de la forte concentration géographique des élevages dans un nombre limité de bassins de production, les mêmes régions ayant bien souvent choisi de développer d'autres productions animales, en particulier le lait et la volaille. Les ruptures sont apparues, lorsque avec la volonté politique de s'attaquer à ces questions, la Communauté européenne et les États ont promulgué des réglementations plus contrai-

gnantes, entrant en contradiction avec la logique économique.

Cette contrainte s'exprime depuis une quinzaine d'années aux Pays-Bas, où elle n'a pas fini de produire ses effets. Elle est désormais en œuvre en Bretagne et ne saurait tarder de s'appliquer dans les Flandres belges. Elle n'est pas sans effets en Catalogne. Et, pour s'en tenir aux bassins à forte croissance ces dernières années, le Danemark pourrait voir la sienne s'arrêter, à assez brève échéance.

Pour développer des bassins de production porcine, les régions européennes devront donc désormais en avoir la volonté, s'en donner les moyens, compétitivité des élevages et efficacité de la filière, et pouvoir respecter des règles environnementales de plus en plus strictes. Seules certaines régions d'Espagne remplissent aujourd'hui à coup sûr ces conditions d'un développement massif. Quelques régions françaises pourraient aussi jouer un rôle.

A moyen terme, l'est de l'Allemagne a des atouts à valoriser, à condition d'une forte mobilisation des différents acteurs.

A plus long terme, avec l'intégration dans l'UE, des pays d'Europe centrale pourraient constituer les nouveaux foyers de développement, mais à condition toutefois d'apports massifs de technologie et de capitaux dans les élevages et dans la filière. ■

Dans un prochain article de TechniPorc 2001 :
Les échanges de porc dans l'Union européenne et avec les pays tiers.

Contact :

jan-peter.vanferneij@itp.asso.fr

Seules certaines régions d'Espagne remplissent aujourd'hui à coup sûr les conditions d'un développement massif. Quelques régions françaises pourraient aussi jouer un rôle.